

L'Afrique, les Caraïbes et le Pacifique condamnent le recours aux mesures unilatérales



Luanda, 10 décembre (RHC) L'Organisation des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OASECP) condamne l'utilisation de mesures unilatérales et coercitives, y compris les sanctions illégales, contre certains pays en développement, a déclaré le 10ème Sommet qui s'est tenu à Luanda, la capitale de l'Angola.

Cette déclaration est contenue dans la déclaration de Luanda, qui résume la position commune des 79 pays membres du bloc, dont la réunion des chefs d'État et de gouvernement s'est terminée hier soir dans cette capitale. Le texte met en garde contre l'existence de sanctions illégales visant à empêcher certaines nations d'exercer leur droit à déterminer leur propre système politique, économique et social.

À cet égard, l'Oeacp a rejeté l'application croissante de lois et de mesures unilatérales et extraterritoriales contraires au droit international.

À titre d'exemple concret, elle a cité la loi Helms Burton dans le cas de Cuba (il s'agit de la législation qui codifie le blocus économique, financier et commercial du gouvernement américain contre la nation des Caraïbes).

En plus de répudier les agressions, l'organisation a réaffirmé "sa solidarité avec les gouvernements et les peuples de ces États membres", résume le document.

La déclaration de Luanda expose les positions de l'Oeacp sur diverses questions, notamment les menaces pour la paix et la sécurité, la coopération sud-sud et triangulaire, et les défis posés par les crises économique, alimentaire, énergétique et climatique mondiales.

Selon le document, les États membres célébreront la transformation du groupe en une organisation internationale, avec un nombre croissant de membres représentant une population combinée de 1,1 milliard de personnes.

Ce faisant, ils ont réaffirmé leur fierté quant au caractère unique et à la force de l'Oeacp, tant sur le plan numérique que démographique, couvrant trois continents, trois océans, avec une riche diversité sociale, économique et culturelle.

Ils ont également salué le fait qu'ils sont "politiquement et réellement engagés" en faveur du développement et de la coopération, dans l'intérêt de la promotion de sociétés résilientes et d'économies durables.

L'éradication de la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions, y compris l'extrême pauvreté, reste le principal défi et la condition nécessaire au développement durable, a réaffirmé le 10e sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'Oeacp. (Source Prensa Latina)

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/307573-lafrique-les-caraibes-et-le-pacifique-condamnent-le-recours-aux-mesures-unilaterales>



Radio Habana Cuba